



Déclaration liminaire au CHSCT du 18 octobre 2021

Monsieur le président,

C'est avec un fort sentiment de mécontentement que nous commençons cette session de CHSCT. Nous nous posons sérieusement la question de savoir si les syndicats ne sont pas méprisés quand on voit à quel point les instances paritaires sont traitées par-dessus la jambe. D'abord, vous inversez les réunions de CHSCT et de CTL pour y exposer les mêmes documents (TBVS, DUERP, PAP) alors que vous savez pertinemment que l'ordre des choses exige que ce genre de document, notamment le DUERP, doit être examiné et élagué en GT, discuté en CHSCT et enfin validé en CTL. Or, au dernier GT, l'examen du DUERP a été bâclé, il nous est présenté vite fait en CTL pour finalement nous dire qu'il sera présenté lors d'un CTL ultérieur. D'autre part, les prévisions de dépenses n'ont pas été inventoriées, ni en GT, ni au budget, alors qu'il existe des besoins exprimés et dûment transmis en temps et en heure. Bref, tout est fait à l'envers ou alors en dilettante, la gestion sociale n'a jamais été aussi calamiteuse. Nous concevons que l'équipe dirigeante a été presque entièrement renouvelée. Mais les membres nouvellement accueillis ne sont pas à notre connaissance des agneaux de trois semaines et ont sans doute bénéficié d'un tuilage préalable et s'appuient sur leur expérience acquise, du moins nous l'espérons ! Comment peut-on se présenter devant les OS avec un matériel aussi bancal ? Les conditions de travail, de sécurité et d'hygiène des agents mobilise-t-il si peu auprès des cadres de l'administration qu'on expédie cela à la va comme je te pousse ? C'est une marque de mépris de la part de l'administration qui nous fait prendre un très mauvais départ dans les relations nouvelles qui s'établissent entre nous et le nouveau directeur. Et si vous tenez absolument à faire de nos échanges un « partenariat », c'est raté ! D'autant que, comme nous vous l'avons déjà précisé, les OS et les dirigeants ne sont pas des « partenaires sociaux ». Cette expression ne fait pas partie de notre vocabulaire, à la CGT. Nous ne sommes pas des ennemis, mais il sera toujours hors de question que nous nous fassions les complices des mesures de recul des services publics et donc de la république, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents. Les agents ne sont ni écoutés ni entendus par une administration sourde, aveugle et inhumaine. Pourtant, ils continuent de mener à bien leurs missions avec une conscience professionnelle constante y compris au moment de la crise sanitaire. Alors le moins que l'on puisse faire, c'est de leur rendre justice et satisfaction lors des instances paritaires qui sont le point le plus haut du dialogue social. C'est une simple marque de respect que de traiter correctement le dialogue social Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui ! Nous espérons que cet épisode honteux sera l'unique et dernier et que la situation reprendra son cours normal.

A bon entendre !